

ACTION URGENTE

LE FONDATEUR D'UN SITE WEB MALTRAITÉ EN DÉTENTION

Huang Qi, fondateur du site 64 Tianwang (64tianwang.org), détenu depuis novembre 2016, a subi des mauvais traitements aux mains de policiers dans un centre de détention et on ignore s'il a reçu les soins médicaux dont il a besoin.

Huang Qi, 53 ans, détenu au centre de détention de la ville de Mianyang, n'a été autorisé à rencontrer son avocat pour la première fois que le 28 juillet 2017, alors qu'il a été interpellé le 28 novembre 2016. Durant cette rencontre, il a raconté à son avocat Sui Muqing les mauvais traitements qu'il a subis en détention.

Huang Qi a déclaré à Sui Muqing que des policiers du centre de détention lui ont ordonné de rester debout pendant six heures au cours de la même journée, puis pendant quatre heures par jour pendant plus de 20 jours. Il a été interrogé à maintes reprises par 36 policiers qui l'ont fréquemment insulté.

Sui Muqing a déclaré que Huang Qi a perdu 10 kilos depuis le début de sa détention. Des médicaments lui ont été fournis pour ses problèmes de santé, mais on ignore s'il a reçu les soins médicaux adéquats. Il souffre d'une maladie des reins, d'hydrocéphalie, et d'autres affections cardiaques et pulmonaires. Au départ, il recevait les mêmes repas que le personnel du centre de détention, mais cela a été interrompu et il est revenu à un régime moins nourrissant à partir du 5 juillet. Selon l'avocat Sui Muqing, la mère de Huang Qi, Pu Wenqing, âgée de 84 ans, est très inquiète quant à l'état de santé de son fils, depuis qu'elle a appris la mort de Liu Xiaobo en détention.

La famille de Huang Qi a été officiellement informée le 16 décembre 2016 qu'il avait été arrêté pour « divulgation de secrets d'État ». Aucune autre information ne leur a été fournie quant aux chefs d'accusation.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez-leur de veiller à ce que Huang Qi soit protégé contre la torture et les mauvais traitements en détention ;
- engagez-les à faire en sorte qu'il soit jugé conformément aux normes internationales d'équité des procès ;
- priez-les instamment de lui permettre de bénéficier rapidement, régulièrement et sans restriction de soins médicaux, si nécessaire ou à sa demande.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 27 SEPTEMBRE 2017 À :

Directeur

Qiao Yuejun
Mianyang City Detention Centre
Jianmenlu
Peicheng Qu, Mianyang Shi 621000
Chine
Fax : +86 816 2377600
**Formule d'appel : Dear Director, /
Monsieur,**

Directeur

Ren Shilin
Nanchang City Public Security Bureau
17 Jiefang Jie
Peicheng Qu, Mianyang Shi 621000
Chine
Tél. : +86 816 2498088
**Formule d'appel : Dear Director, /
Monsieur,**

Copies à :

Ministre de la Sécurité publique
Guo Shengkun
14 Dong Chang'an Jie
Dongcheng Qu
Beijingshi 100741
Chine
Tél. : +86 10 66262114
Courriel : gabzfwz@mps.gov.cn

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays (adresses à insérer) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la seconde mise à jour de l'AU 284/16. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/5410/2016/fr/>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

LE FONDATEUR D'UN SITE WEB MALTRAITÉ EN DÉTENTION

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Créé en 1998 par un militant du Sichuan, Huang Qi, et sa femme, Zeng Li, 64 Tianwang est l'un des rares sites Internet de Chine continentale qui recueille des informations sur les manifestations de « pétitionnaires » dans ce pays. La majorité des personnes qui contribuent au site étaient « pétitionnaires » avant de devenir journalistes citoyens et de couvrir les manifestations et les arrestations d'autres « pétitionnaires ». Reporters sans frontières a annoncé le 7 novembre que 64 Tianwang avait remporté le Prix de la liberté de la presse 2016, tout comme les blogueurs chinois détenus Lu Yuyu et Li Tingting, et le reporter syrien Hadi Abdullah.

C'était la troisième fois que Huang Qi était placé en détention l'an dernier. Il a tout d'abord été emmené dans le cadre d'un « voyage forcé » – une pratique courante qui consiste pour les agents de la police chargée de la Sûreté de l'État (*guobao*) à faire quitter la ville aux militants et aux pétitionnaires lors de périodes sensibles – à la suite de manifestations par des victimes d'expulsions de leurs terres les 22 et 24 juillet 2016 lors de la rencontre des ministres des Finances du G20 et des gouverneurs de la Banque centrale à Chengdu. La deuxième fois, le 24 octobre 2016, Huang Qi a été interrogé par des agents de la Sécurité publique de Chengdu, alors que se déroulait du 24 au 27 octobre le sixième plénum du 18^e comité central du Parti communiste chinois à Pékin. Il a été libéré le lendemain.

Depuis la création du site Internet, Huang Qi et d'autres personnes travaillant avec 64 Tianwang ont été arrêtés ou harcelés par les autorités chinoises à plusieurs reprises. Huang Qi a été emprisonné deux fois. Il a d'abord été placé en détention en juin 2000, à l'occasion du 11^e anniversaire de la répression de Tiananmen, avant d'être condamné à cinq ans d'emprisonnement en mai 2003 pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État ». Il a été de nouveau détenu puis emprisonné pendant trois ans après avoir dénoncé le scandale de la construction des bâtiments ne respectant pas les normes, à la suite du séisme qui a secoué le district de Wenchuan, au Sichuan, en 2008.

D'après 64 Tianwang, leurs journalistes, pour la plupart des « pétitionnaires » devenus journalistes citoyens, ont été interrogés ou placés brièvement en détention plus de 100 fois depuis que le président Xi Jinping a pris ses fonctions en 2012, et au moins 30 personnes ont été officiellement placées en détention. Huit des journalistes de 64 Tianwang se trouvent actuellement derrière les barreaux : Wang Jing, Zhang Jixin, Li Min, Sun Enwei, Li Chunhua, Wei Wenyuan, Xiao Jianfang et Yang Dongying.

La disparition de Huang Qi a coïncidé avec celle de l'avocat spécialisé dans la défense des droits humains Jiang Tianyong, basé à Pékin. Il a été vu pour la dernière fois le 21 novembre et serait également détenu par la police pour avoir dévoilé des secrets d'État. Sa disparition a également coïncidé avec la détention de Liu Feiyue, fondateur du site Internet Civil Rights and Livelihood Watch, basé dans la province du Hubei. Il a été placé en détention le 18 novembre car il était soupçonné de « subversion de l'État ».

Nom : Huang Qi
Homme

Action complémentaire sur l'AU 284/16, ASA 17/6938/2017, 16 août 2017